

Monsieur le Président, c'est à titre de Ministre des Affaires extérieures, conscient des frustrations et des limites propres à cette organisation que je me présente à cette tribune aujourd'hui. J'ai d'abord perçu les Nations Unies comme une idée, non comme une institution, une idée qui a finalement rejoint cette région privilégiée du globe où je suis né et qui m'a révélé la famine, les guerres et la maladie qui sévissaient à travers le monde tout en me permettant d'entrevoir le jour où ces problèmes seraient résolus. Dans cette perspective, les Nations Unies peuvent être jugées, non en fonction de la longueur de leurs débats mais plutôt en fonction des millions d'enfants qui sont enfin nourris, vêtus, et logés; en fonction des guerres qui ont été évitées, jugulées ou retardées; en fonction des millions de vies humaines qui ont été soit protégées ou soulagées du simple fait que l'organisation ait pu mettre en contact les pays qui peuvent aider avec ceux qui ont besoin d'aide.

L'idée des Nations Unies est aussi importante aujourd'hui qu'elle ne l'a été dans le passé. Elle interdit toute complaisance et est source d'espoir. Elle permet de revoir ces frustrations à la lumière de quarante années de vies améliorées et de conflits jugulés; elle autorise enfin de nouvelles perspectives.

Monsieur le Président, l'appui que nous accordons à l'ONU doit reposer sur une vision claire de la réalité. Lorsque nous dressons le bilan du passif dans le système de l'ONU, il ne faut pas oublier l'actif. Lorsque nous nous réjouissons des choses qui ont bien marché, nous sous-estimons souvent les problèmes politiques et économiques qui nous attendent. Évitions de blâmer les Nations Unies pour nos propres péchés et omissions. Si nous sommes collectivement incapables de nous donner la détermination politique nécessaire pour revitaliser le système onusien, nous devons nous résigner à le voir s'anémier. C'est ce qui ne doit pas arriver.

L'année 1985, qui marquera notre quarantième anniversaire, peut constituer un point tournant dans la vie des Nations Unies. Une vaste coalition d'États membres, "amis des Nations Unies", doit faire cause commune pour renouveler l'efficacité des institutions globales. Mon gouvernement, collaborant avec les autres États membres et le Secrétaire général, fera tout en son pouvoir pour assurer la vitalité de ces institutions. Voilà le cadeau de quarantième anniversaire que nos populations méritent. Prouvons-leur que la vie commence à quarante ans.

La semaine dernière, au Canada, Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II réclamait une nouvelle vision de l'humanité qui inspirerait les nations et les individus dans leur poursuite de